



HAL
open science

Syrie : un Etat en déconstruction

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. Syrie : un Etat en déconstruction. Carto, le monde en cartes, 2013, 15, pp. 12-21.
halshs-00841960

HAL Id: halshs-00841960

<https://shs.hal.science/halshs-00841960>

Submitted on 5 Jul 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



DOSSIER SYRIE

UN ÉTAT EN DÉCONSTRUCTION

Par Fabrice Balanche

Maitre de conférences à l'université Lumière-Lyon II, directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO)

Cartographie de Fabrice Balanche et Florence Bonnaud

La Syrie a implosé. Depuis la toute première manifestation, en janvier 2011, elle s'est enfermée dans une guerre civile, résultat d'une politique de répression sans faille menée par le régime de Bachar al-Assad. Sur le terrain, la situation est confuse : les milices se multiplient et l'opposition politique reste divisée. Il est toutefois clair que Damas refuse tout compromis, tandis que la communauté internationale appelle à la retenue, sans être capable d'intervenir. Le pays s'installe toujours un peu plus dans une guerre d'usure, qui peut durer longtemps.

Index des cartes

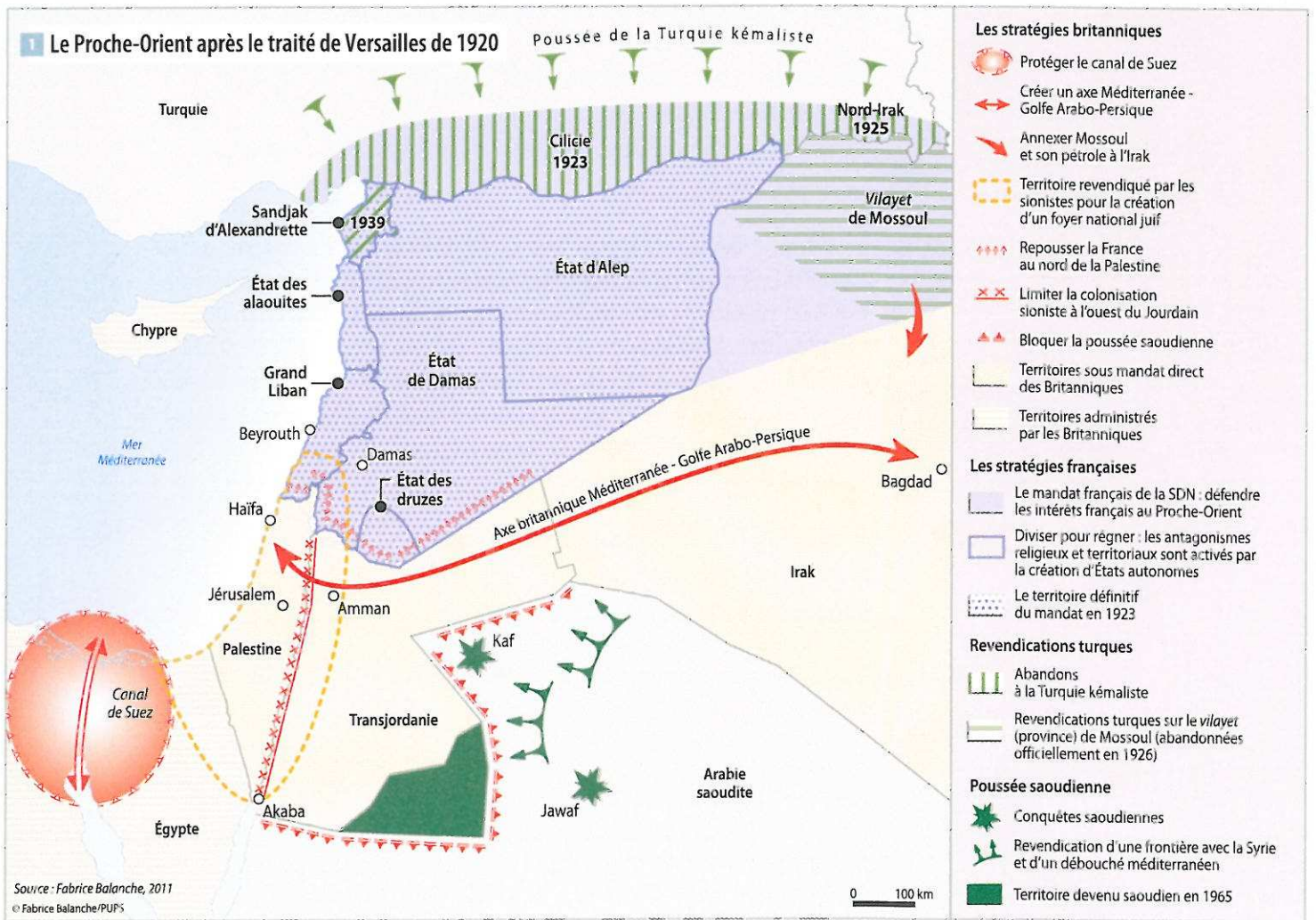
1	Le Proche-Orient après le traité de Versailles de 1920	p. 12
2	L'État des alaouites : 1920-1936	p. 13
3	La répartition de la population syrienne en 2004	p. 14
4	Les migrations intérieures en Syrie depuis 1990	p. 14
5	La répartition communautaire en Syrie et au Liban en 2012	p. 15
6	Un réseau de transports centralisé et fermé dans un Proche-Orient fragmenté	p. 16
7	Hierarchie urbaine au Proche-Orient en 2011	p. 17
8	L'espace syrien en 2011 : centre et périphérie	p. 17
9	Contribution sectorielle au PIB en 2008	p. 18
10	L'import-export par secteur en 2007	p. 18
11	Alep cernée par les quartiers informels	p. 19
12	Insurrection et contre-insurrection en Syrie en octobre 2012	p. 20
13	Le conflit syrien dans son contexte régional	p. 21

Le 31 janvier 2011, place Arnous à Damas, sous la statue de l'ancien président Hafez al-Assad (1971-2000), un rassemblement d'une centaine d'opposants demandait pacifiquement la liberté à l'aide de quelques pancartes discrètes. Ils suivaient l'exemple de la Tunisie et de l'Égypte, dont les images, notamment celles de la fuite de Zine el-Abidine ben Ali deux semaines plus tôt, étaient retransmises par les télévisions panarabes Al-Jazeera et Al-Arabiya. La contestation s'est amplifiée mi-mars 2011, après l'arrestation d'une douzaine d'adolescents, torturés pour avoir écrit des slogans hostiles au régime à Daraa, dans le sud du pays. Puis elle s'est généralisée. Face aux manifestants, Bachar al-Assad, fils de Hafez au pouvoir depuis 2000, ne connaît d'autres méthodes que la répression brutale, ce qui a conduit à une militarisation de l'opposition et à un conflit sanglant. La Syrie a sombré dans une guerre civile, avec une dérive communautaire dans de nombreuses zones mixtes.

UNE UNITÉ NATIONALE INACHEVÉE

À la faveur de cette crise, les fractures de la société syrienne sont apparues au grand jour. L'unité du pays est remise en cause par les conflits communautaires, territoriaux et sociaux, au point que les chancelleries occidentales évoquent le risque de partition (1). La Syrie est un État territoire dont la construction nationale est inachevée. Le problème que soulève la crise est de savoir si cette construction est possible dans les frontières actuelles. Le nationalisme arabe d'inspiration baasiste a vécu. Cette idéologie destinée à réduire les clivages communautaires et le tribalisme a fait faillite avec le mode de développement autocentré qu'elle a promu. L'opposition ne parvient guère à recruter chez les minorités. Certes, quelques intellectuels chrétiens, alaouites et kurdes appartiennent à la Coalition nationale syrienne, fondée à Doha en novembre 2012, et qui est censée succéder au Conseil national syrien. Cependant, ce ne sont que des ralliements symboliques, car les Frères

musulmans, mouvement sunnite, dominent la dissidence politique. Quant aux groupes armés, ils sont exclusivement composés de sunnites. Le recrutement communautaire de l'opposition indique la principale discontinuité au sein de la société, et par conséquent de son territoire. La contestation du régime et la demande de liberté sont largement partagées, indépendamment des appartenances, mais après deux années de crise, le conflit s'est déplacé sur un autre terrain. La défense des intérêts primaires ne laisse plus aux protagonistes le choix entre la dictature et la liberté, mais entre leur présence ou leur départ de Syrie. Pour comprendre ce processus, il convient de s'interroger sur un siècle de construction et de déconstruction territoriale. La Syrie est née sur les décombres de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale (cf. carte 1). Le territoire sous mandat français, qui émerge après les traités de Versailles de 1920 et de Lausanne en 1923, n'est pas celui prévu par les accords Sykes-Picot de 1915.



Le Royaume-Uni a rejeté la France le plus loin possible du canal de Suez, en soutenant les tribus bédouines de la Djézireh pour empêcher son ancienne alliée de prendre possession de la province de Mossoul (Irak). La Turquie a chassé les troupes françaises de Cilicie et du piémont du Taurus, qu'Istanbul avait dû céder lors du traité de Sèvres de 1920. Désormais, la frontière turco-syrienne suit la voie de chemin de fer du Bagdad-bahn, privant Alep de son riche arrière-pays. Sur le terrain, les Français tentent de gouverner en s'appuyant sur une minorité chiite, les alaouites (cf. carte 2). D'abord syrien, le Sandjak d'Alexandrette est donné à la Turquie en 1939, en échange de sa neutralité dans le second conflit mondial qui s'annonce.

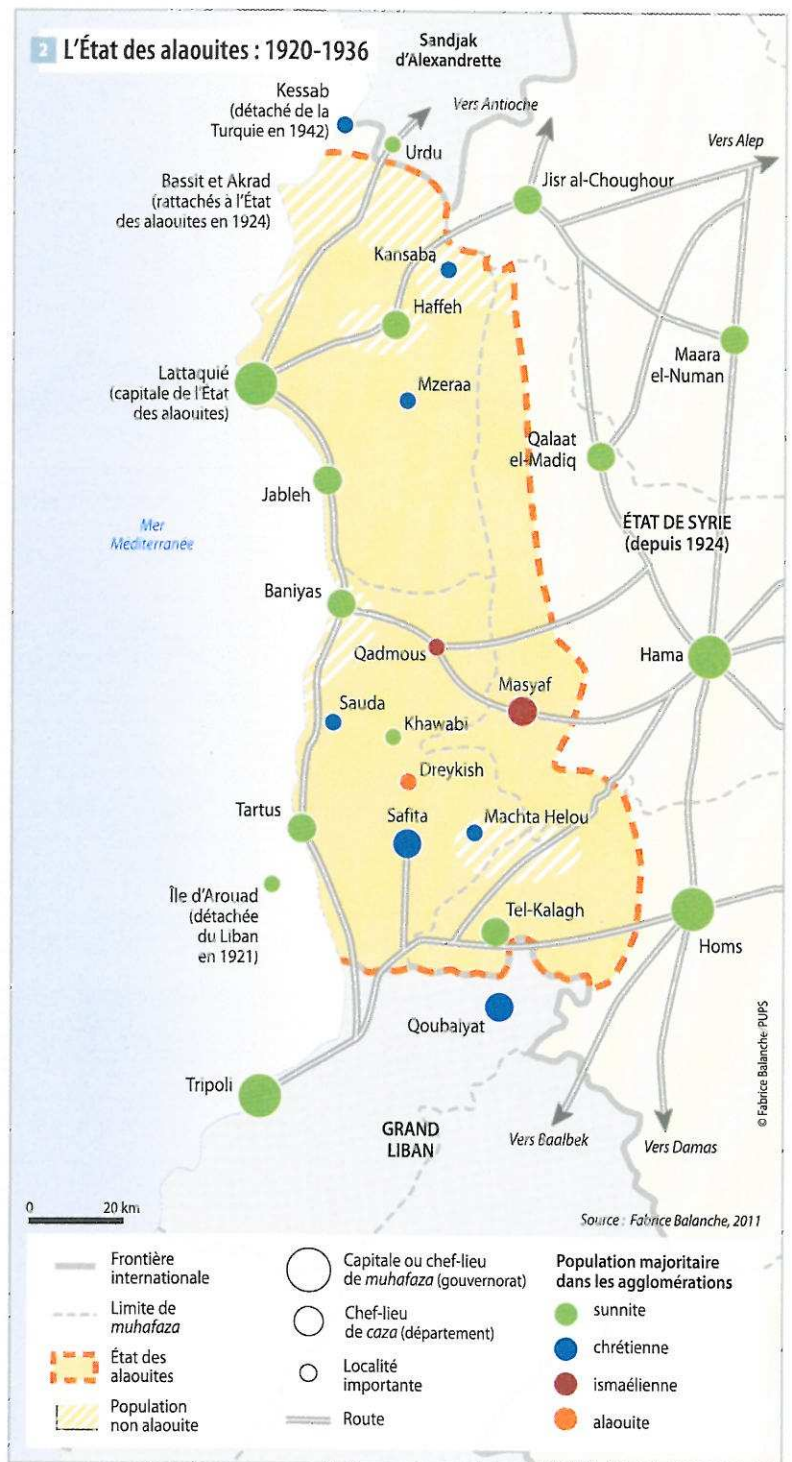
UN TERRITOIRE AMPUTÉ

La Syrie indépendante est extrêmement réduite par rapport à la Syrie « historique », le mythique « Bilad ach-Cham » rêvé par les nationalistes, qui s'étendait du Tigre à la Méditerranée et des contreforts du Taurus au golfe d'Akaba. Le régime baasiste se fera le chantre du retour des territoires perdus et dénonce (encore en ce début 2013) les amputations dont la République arabe syrienne a été victime. Si les revendications sur Mossoul ou la Jordanie paraissent relever de la rhétorique, les visées syriennes sur le Liban se sont concrétisées avec Hafez al-Assad, qui parvint à vassaliser le pays à la faveur de la guerre civile (1975-1990) à défaut de l'annexer officiellement. Il faut attendre 2005 pour que Damas évacue sous la contrainte ses troupes du Pays des Cédres. La Syrie indépendante est la réunion de deux métropoles : Alep et Damas, concurrentes sur le plan économique et

politique, ayant perdu toutes deux leur débouché portuaire traditionnel : Alexandrette pour la première et Beyrouth pour la seconde. Damas a hérité du statut de capitale, mais Alep continue d'être le centre commercial jusqu'aux années 1960. La métropole du nord a développé une puissante industrie textile et son commerce draine les productions agricoles des riches plaines de la Djézireh et de la vallée de l'Euphrate. Damas est moins favorisée au niveau industriel, mais elle va mettre à profit sa prééminence politique pour affaiblir sa rivale. En 1960, sa population (530 000 habitants) dépasse pour la première fois dans l'histoire contemporaine celle d'Alep (430 000 habitants).

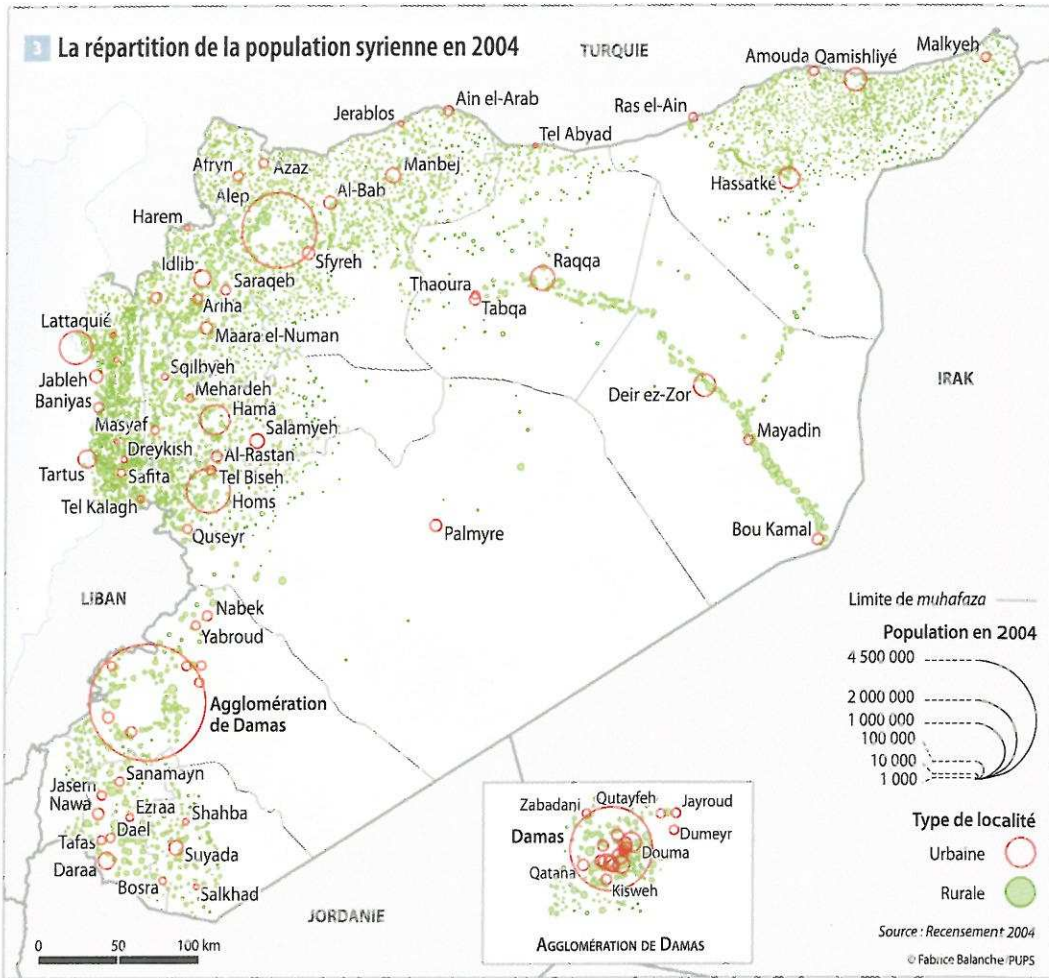
La centralisation du pouvoir et la dictature du Baas rompent l'équilibre entre les deux villes. Les nouveaux dirigeants ne peuvent accepter un pays bicéphale. Le réseau routier rayonne sur la Syrie à partir de Damas, détournant l'arrière-pays d'Alep vers la capitale. Toutefois, celle-ci demeure puissante dans les activités traditionnelles, telles que la commercialisation des produits agricoles et la production textile. Mais c'est bien Damas qui domine les secteurs modernes de l'économie. La capitale accapare les richesses du pays grâce à la proximité de sa bourgeoisie avec le régime. Cependant, un trop grand affaiblissement d'Alep n'est pas de bon augure pour des autorités qui souhaitent maintenir une forte concurrence entre les acteurs économiques et les territoires, selon le vieil adage « diviser pour régner ».

La Syrie se construit plus par opposition au Liban que pour un objectif commun. À la différence de son petit voisin, elle va supprimer en 1950 le communautarisme institutionnel hérité



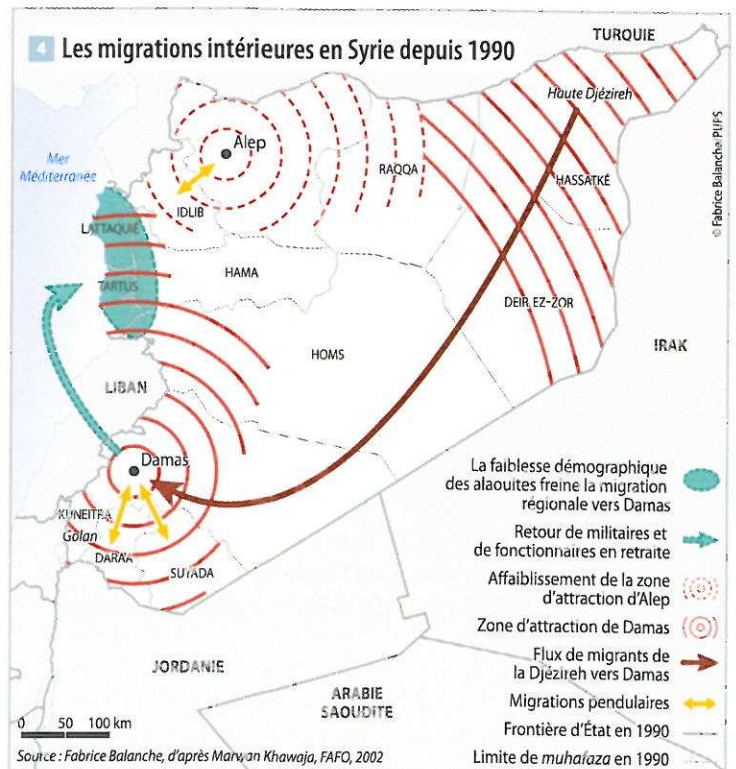
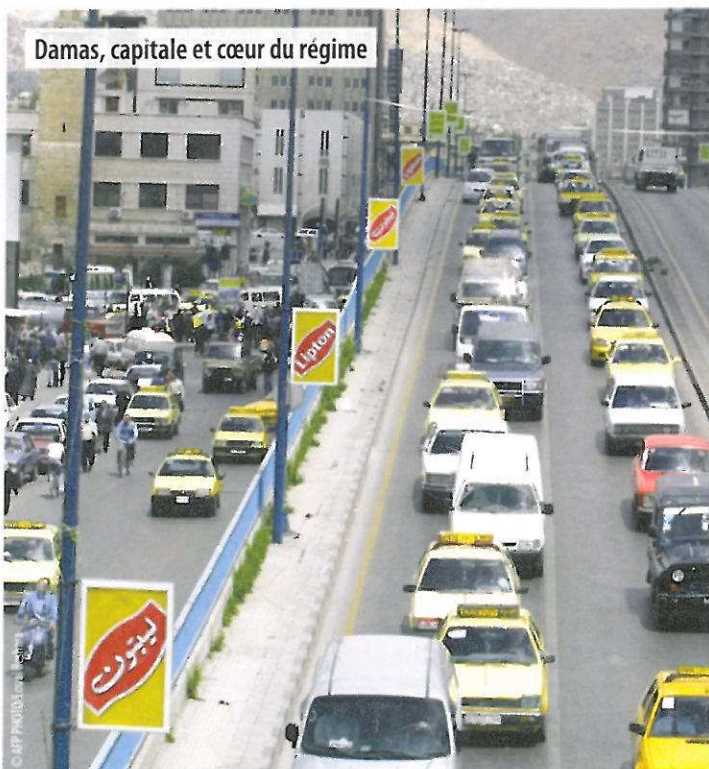
L'ÉCHEC DE L'ÉTAT ALAOUITE

Les alaouites représentent les deux tiers de la population du nouvel État, né en 1923, qui compte 350 000 habitants en 1935. Ils sont essentiellement ruraux, tandis que les sunnites et les chrétiens sont des communautés citadines. Le mandat français (1920-1946) tente de promouvoir une élite alaouite capable de prendre le destin de l'État national en main au détriment de l'oligarchie sunnite, mais cela sera un échec. Paris cède devant les revendications de Damas et rattache le territoire de cette minorité chiite à la Syrie en 1936.

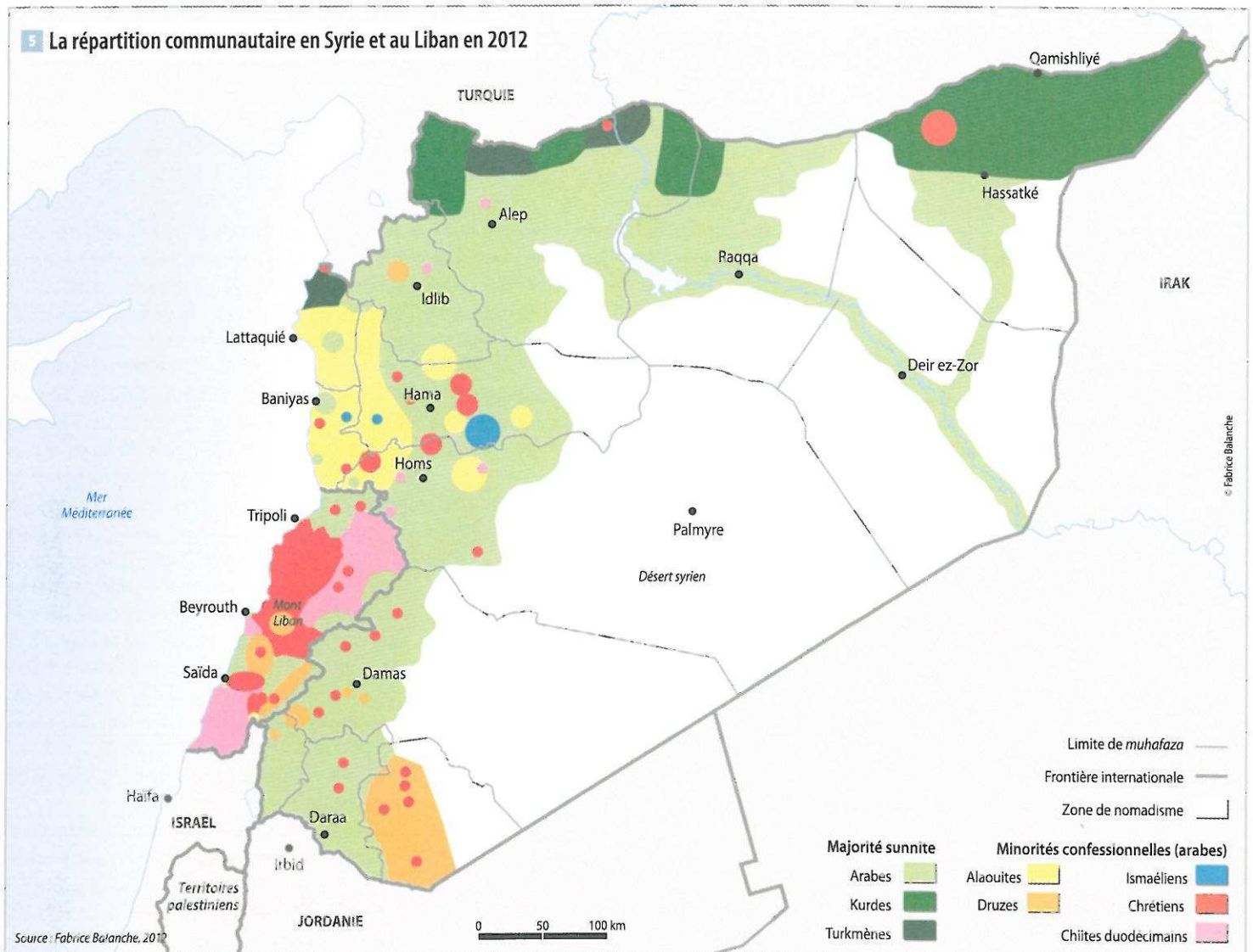


UNE LECTURE POLITIQUE DE LA POPULATION

La partie habitable de la Syrie, 60% du territoire (sur un total de 185 180 km²), est densément peuplée puisqu'elle dépasse 200 habitants par kilomètre carré. Contrairement au Liban et à la Jordanie, la population syrienne est plus dispersée en raison de la persistance du monde rural et d'un réseau urbain plus équilibré. Le poids de Damas est contrebalancé par celui d'Alep et des quatre métropoles régionales : Lattaquié, Homs, Hama et Deir ez-Zor. Cependant, les mutations de l'économie depuis 1990 ont rompu les équilibres nés de la période dirigiste. En 2004, l'agglomération de Damas comptait 4,5 millions d'habitants et les projections faites en 2010 indiquaient 10 millions d'âmes à l'horizon 2030. La crise du monde rural génère un puissant mouvement de population vers Damas, en particulier depuis le Nord-Est, qui supprime le courant migratoire traditionnel en provenance de la montagne alaouite. Cette communauté a tendance à retourner vers son fief : un signe annonciateur du changement politique et de la fragmentation territoriale.



5 La répartition communautaire en Syrie et au Liban en 2012



des Français : la mention de la religion disparaît des cartes d'identité et les quotas communautaires au Parlement sont abolis. Chrétiens et musulmans possèdent tout de même un statut privé différent et la Constitution maintient la prééminence de l'islam : le président de la République doit être un fidèle de Mahomet. La disparition des quotas va plus dans le sens d'un affaiblissement politique des minorités confessionnelles (cf. carte 5) que d'une véritable volonté de laïcisation du pays.

MILITAIRES ET ALAOUTES AU POUVOIR

En 1958, le pays est au bord d'une révolution alimentée par des inégalités sociales croissantes. L'union avec l'Égypte de Gamal Abdel Nasser (1954-1970) apparaît pour l'oligarchie comme un moyen de bloquer la contestation. C'est aussi la victoire de Damas sur Alep, mais elle témoigne surtout de la fragilité de l'identité nationale

syrienne, qui s'intègre dans une identité panarabe censée résoudre tous les problèmes du pays. En 1961, la rupture de la République arabe unie marque le retour au pouvoir de la bourgeoisie, laquelle interrompt le processus de nationalisation et de réforme agraire entrepris par Nasser. Cependant, les tensions sociales nées d'un développement économique déséquilibré demeurent. Les luttes au sein de l'armée ont affaibli les partis traditionnels, favorisant la montée des officiers baasistes, notamment ceux issus des minorités confessionnelles. Ces derniers se sont prudemment tenus à l'écart des coups d'État récurrents qui ont décimé les militaires sunnites. Le 8 mars 1963, un putsch amène l'armée à la tête du pays. Les maîtres de la Syrie appartiennent à la petite bourgeoisie rurale, bloquée dans son ascension sociale par la bourgeoisie citadine qui détient le pouvoir économique et politique depuis

l'indépendance. Le fait que les alaouites, les druzes, les chrétiens et les ismaéliens soient surreprésentés parmi les officiers baasistes ne constituait pas officiellement un critère discriminant pour la majorité sunnite. L'idéologie baasiste prône la dissolution des identités dans la nation arabe ou, pour les régionalistes, la nation arabe syrienne. En réalité, les luttes entre factions prendront un caractère communautaire jusqu'au triomphe du clan alaouite de Hafez al-Assad lors du coup d'État du 18 novembre 1970. Le régime se lance dans une politique de construction nationale par la réduction des inégalités sociales et territoriales. Une ambitieuse réforme agraire distribue des terres à des centaines de milliers de familles paysannes. L'objectif est politique : éliminer la classe rivale des grands propriétaires terriens et se constituer une large clientèle en intégrant la paysannerie dans les structures officielles, telles que

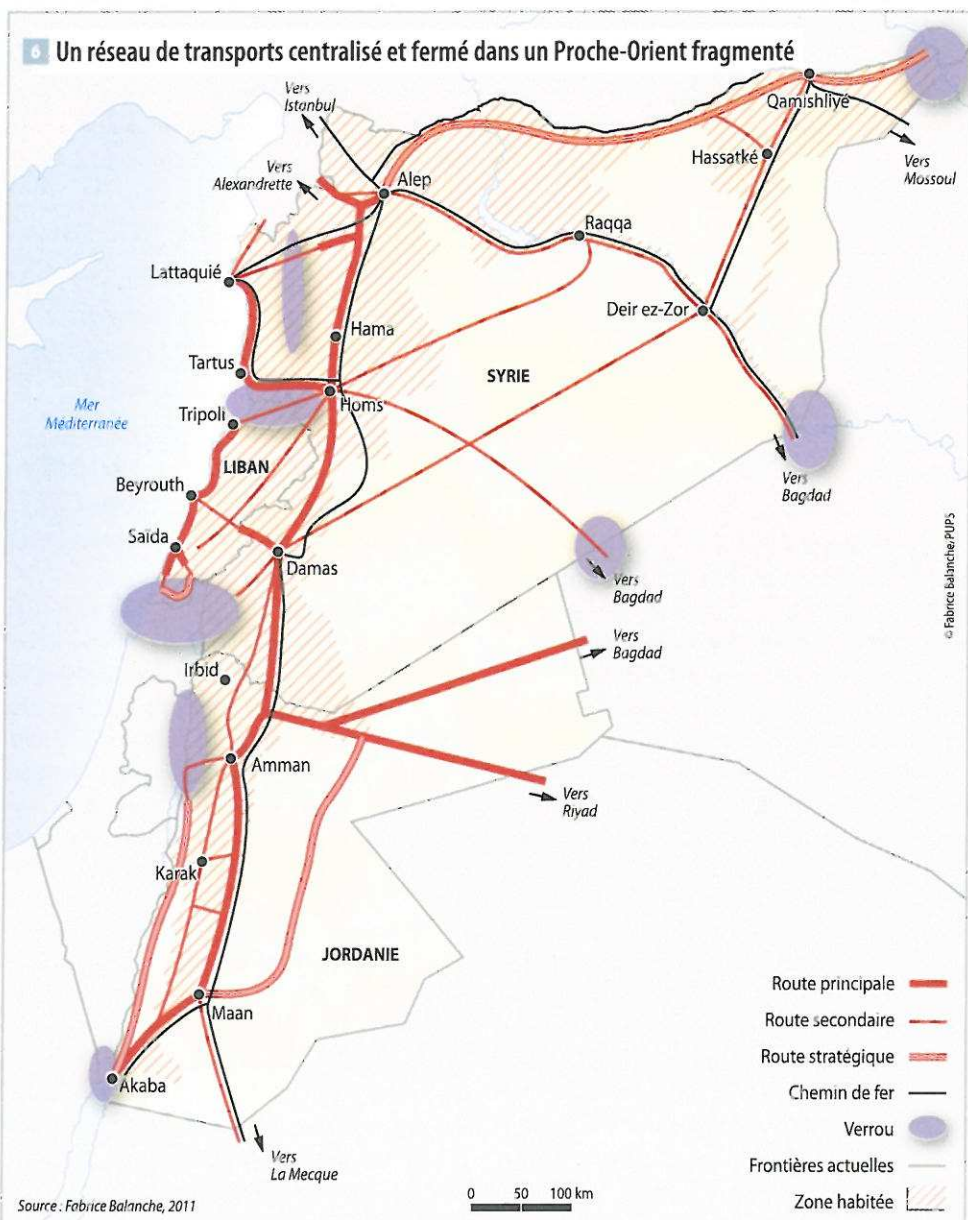
le Baas, l'Union des paysans et les coopératives agricoles. La révolution baasiste apparaît ainsi comme la revanche des campagnes sur les villes dominatrices et exploiteuses. Les bourgeoisies citadines se voient privées de leurs moyens d'existence et de leur pouvoir avec la nationalisation des banques, des industries et du commerce de gros.

Le régime renforce le maillage administratif par la promotion de centaines de villages et de bourgs au rang de chefs-lieux de canton (*nahyeh*) et de district (*mantiqa*). Les baasistes créent peu de nouveaux gouvernorats (*muhafaza*) : Tartus, Idlib et Damas-campagne (par la dissociation entre la ville et sa périphérie). Ils se concentrent sur les petites mailles, ce qui permet une

meilleure diffusion des services publics dans le monde rural, mais aussi de mieux encadrer la population. Les mesures prises par la Syrie baasiste correspondent globalement au mode de développement autocentré, choisi à l'époque par l'Algérie et l'Égypte. Il s'agit de rompre avec les centres du capitalisme mondial et de développer sa propre infrastructure dans le cadre d'une économie protégée, grâce à l'achat de technologie importée des pays communistes. Le but est d'être autosuffisant dans tous les secteurs, et surtout dans l'alimentaire. La relative résistance de l'économie syrienne aux sanctions imposées par la communauté internationale depuis 2011 s'explique en partie grâce à cette base productrice héritée de cette période.

À partir de 1974, le régime reçoit une aide abondante des États arabes pétroliers (35% de son PIB), qu'il utilise notamment pour développer son appareil industriel et intégrer les périphéries. Dans cette répartition régionale, la zone côtière est favorisée : avec seulement 10% de la population, elle compte 25% des employés du secteur public industriel. Officiellement, ce surinvestissement local est lié à sa fonction maritime, censée justifier la présence d'industries exportatrices. Ce favoritisme est destiné à clientéliser la communauté alaouite, sur laquelle le général-président Hafez al-Assad se base pour asseoir son pouvoir à la tête du pays. Le père de Bachar est originaire de Qardaha, un bourg situé au nord de la montagne alaouite, où les appartenances tribales structurent fortement la société. C'est sans doute parce qu'il reproduit ce système d'allégeance au sein du parti Baas que Hafez s'impose à la tête de l'État en 1970 (il est « élu » l'année suivante). Il s'appuie sur une *asabiyya* (un groupe de solidarité), constituée en vue de prendre et de conserver le pouvoir, dont un premier cercle est formé par des officiers issus de sa tribu, les Kelbyin, et un second par les indispensables cautions sunnites du régime, tel Mustapha Tlass, son camarade de promotion à l'académie militaire de Homs et inamovible ministre de la Défense (2).

Nous avons donc en Syrie une apparence d'État moderne avec ses institutions, mais le pouvoir est en fait complètement centralisé entre les mains du président, qui double chaque administrateur d'un adjoint pour le contrôler. Le gouvernement compte une majorité de ministres sunnites, conformément au poids démographique de cette communauté, mais ils n'ont guère d'influence. Hafez al-Assad ne tient pas à la vexer en plaçant des alaouites au premier plan. L'important est que la réalité du pouvoir soit entre les mains de ces derniers, c'est-à-dire les siennes. Il agit de la même façon avec le Baas, officiellement organe dirigeant du pays, mais dans les faits, le pouvoir est détenu par les *moukhabarat*, les services de renseignements, dominés par les alaouites. À partir des années 1980, le Baas n'est plus qu'une coquille vide d'idéologie, sans capacité décisionnelle, si ce n'est celle de bloquer les réformes qui remettent en cause les privilèges de la bureaucratie pléthorique où il prospère. Le parti est un réseau social qui permet d'obtenir quelques avantages matériels, notamment des postes dans l'administration ou le secteur public industriel. Le fait qu'il ne soit plus l'organe dirigeant de la nation dans la nouvelle



7 Hiérarchie urbaine au Proche-Orient en 2011

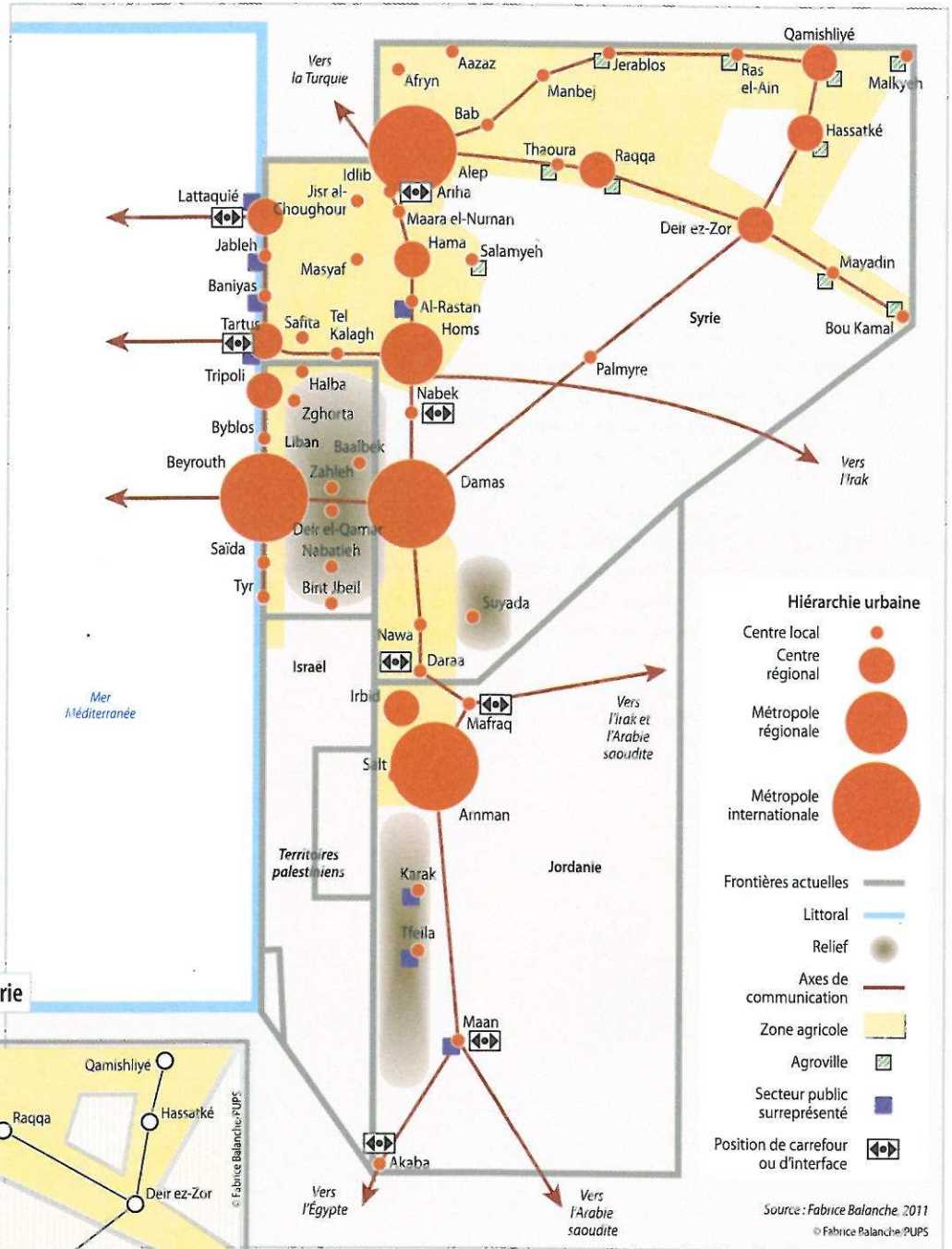
Constitution, adoptée en février 2012, ne fait qu'entériner un état de fait depuis près de trois décennies.

L'ÉCONOMIE :

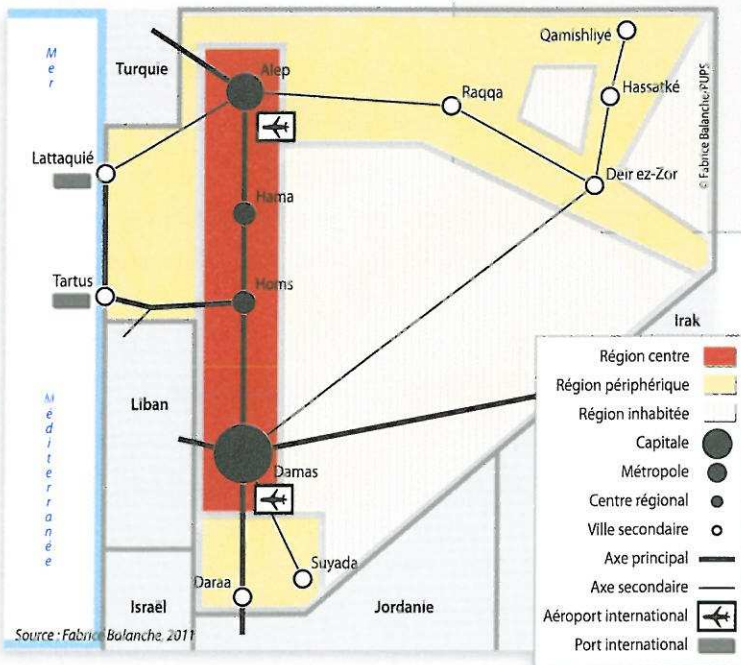
LA BASE DE LA RÉVOLTE

Au milieu des années 1980, la Syrie est confrontée à une grave crise financière qui montre la fragilité de son mode de développement. L'aide extérieure se raréfie avec la chute des prix du pétrole et le déclin de l'URSS. Hafez al-Assad est contraint de libérer l'économie au risque de renforcer la bourgeoisie. La loi n°10 de 1991 est considérée comme l'acte fondateur de l'*infitah* (ouverture économique), les entrepreneurs privés étant autorisés à investir dans des secteurs réservés jusque-là aux entreprises publiques. Au cours de la décennie 1990, la situation financière de la Syrie se redresse, mais la timide libéralisation des marchés marque vite le pas, car le président est prudent. En fait, il laisse à son fils et successeur le soin de procéder à de plus amples changements. Au début des années 2000, le tissu économique et social s'est dégradé et les réformes deviennent indispensables.

Le système syrien ne crée pas assez d'emplois pour intégrer les masses de



L'espace syrien en 2011 : centre et périphérie



LE RETOURNEMENT DE L'ESPACE SYRIEN

Le réseau urbain est dominé par Damas et Alep : elles représentent 40 % de la population (22,5 millions en 2012) et profitent de la libéralisation économique, tandis que celui des petites et moyennes villes subit l'arrêt des politiques volontaristes sans parvenir à générer de nouvelles activités. Les agrovilles du Nord n'arrivent pas à se diversifier et les cités côtières demeurent liées au secteur public. Il s'est produit un retournement de l'espace syrien au profit de l'axe central Damas-Alep, qui a rompu le pacte territorial construit par Hafez al-Assad. Le « nouvel espace » est générateur d'inégalités et de fragmentation.

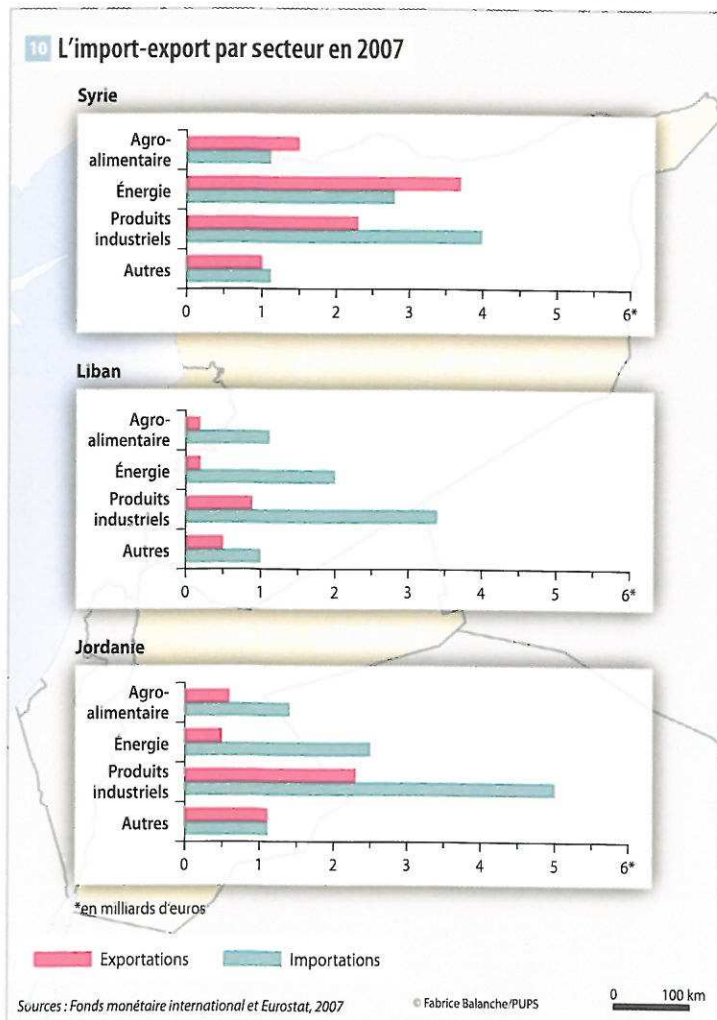
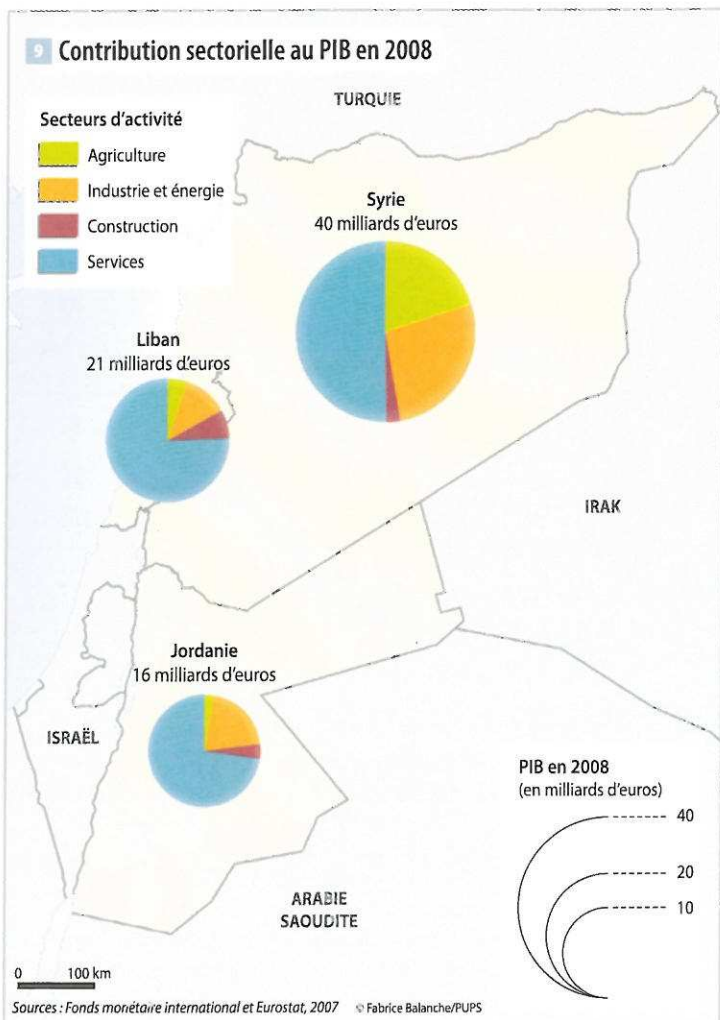
jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Depuis 1945, la population double tous les vingt ans (cf. carte 3 p. 14). Cette croissance a commencé à ralentir à la fin des années 1990, mais la bombe à retardement démographique menace d'exploser à tout moment. Bachar al-Assad est-il conscient du danger ? Il donne l'impression de naviguer à vue, lançant des réformes économiques, qui se révèlent désastreuses sur le plan social, pour attirer les capitaux étrangers, instaurant une transparence des prix sur l'énergie et les matières alimentaires. Quant à l'aménagement du territoire, qui avait permis d'éviter le processus de macrocéphalie urbaine en développant un réseau de petites et moyennes villes, il est abandonné au profit de la détermination de zones d'investissements privilégiées. Au lieu de résorber l'habitat informel, le régime encourage la construction de complexes immobiliers de luxe et d'hôtels cinq étoiles à Damas, et de villages touristiques haut de gamme à Lattaquié et Tartus. En 2011, on peut néanmoins distinguer

quatre catégories urbaines (cf. carte 7 p. 17) : métropoles internationales et régionales, centres régionaux et locaux.

En 2007, Bachar al-Assad a déclaré dans une allocution officielle que le tourisme (donc les services) était le « nouveau pétrole » de la Syrie, permettant la création de 2 millions d'emplois à l'horizon 2020. Le croyait-il véritablement ? Le fait est que cette annonce était illusoire, signe que le régime se trouvait complètement en dehors des réalités économiques. Néanmoins, la croissance syrienne affiche des résultats record à partir de 2005, la libéralisation du secteur bancaire, la fin des entraves aux importations et l'augmentation des cours du pétrole favorisant l'économie (cf. cartes 9 et 10). Cependant, croissance ne signifie pas développement. La bureaucratie profitant toujours des largesses du régime et du parasitisme de l'économie privée, les fruits de cet essor sont confisqués par une minorité d'entrepreneurs, le plus souvent liés au pouvoir. Le contraste entre les métropoles et les

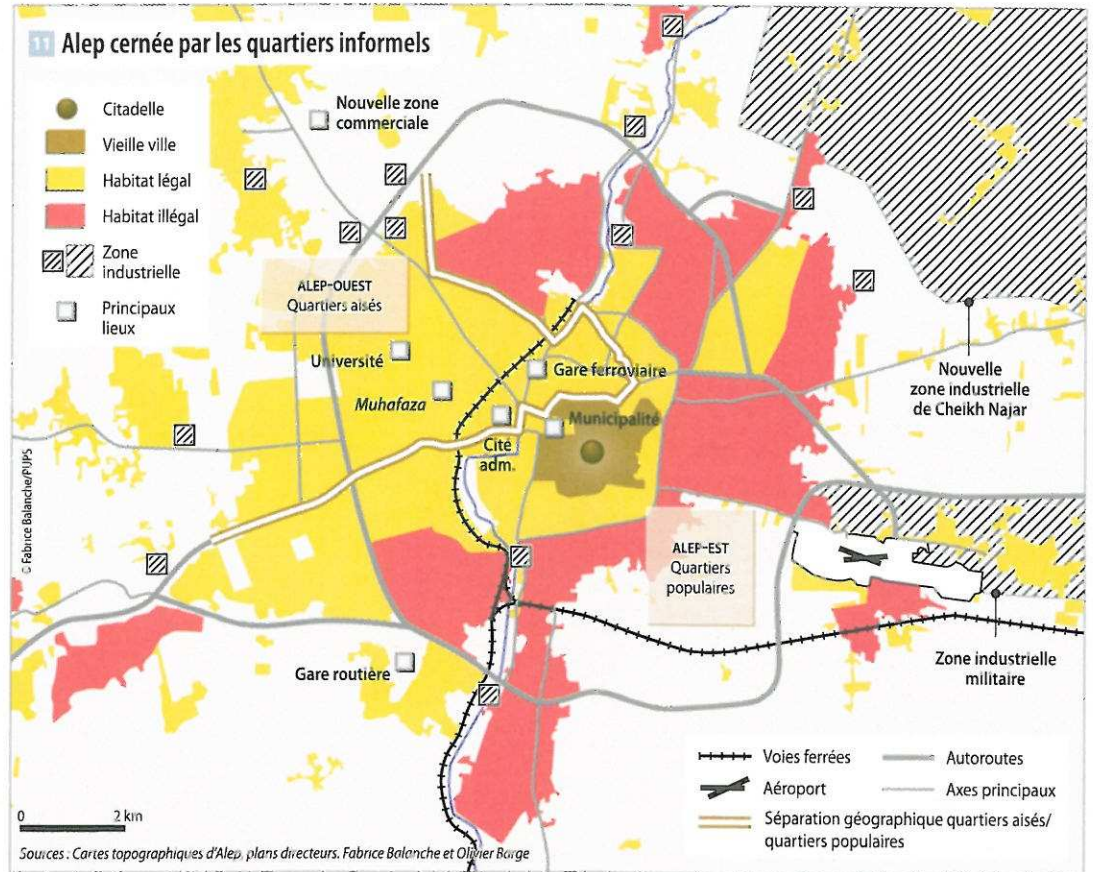
périphéries s'accroît fortement (cf. carte 8 p. 17). Les premières se retrouvent entourées par une ceinture de misère, générée par le déclassement des classes moyennes citadines, mais surtout par un puissant exode rural, particulièrement en provenance des régions (cf. carte 4 p. 14), tel le Nord-Est soumis à des sécheresses récurrentes depuis 2005, sans que le régime s'en préoccupe.

À la différence du Liban et de la Jordanie, la Syrie possédait jusqu'à la crise actuelle une balance commerciale à l'équilibre grâce à ses exportations agricoles et d'hydrocarbures, ainsi qu'une bonne industrie manufacturière destinée la consommation intérieure. Cette situation a commencé à être remise en cause par la diminution de la production pétrolière et l'ouverture du marché syrien aux produits étrangers à travers la GAFTA (Grande Zone arabe de libre-échange) en 2005 et l'accord de circulation des marchandises avec la Turquie en 2004. L'industrie, soumise à des contraintes bureaucratiques



ALEP : LES QUARTIERS INFORMELS CONTRE LA VILLE

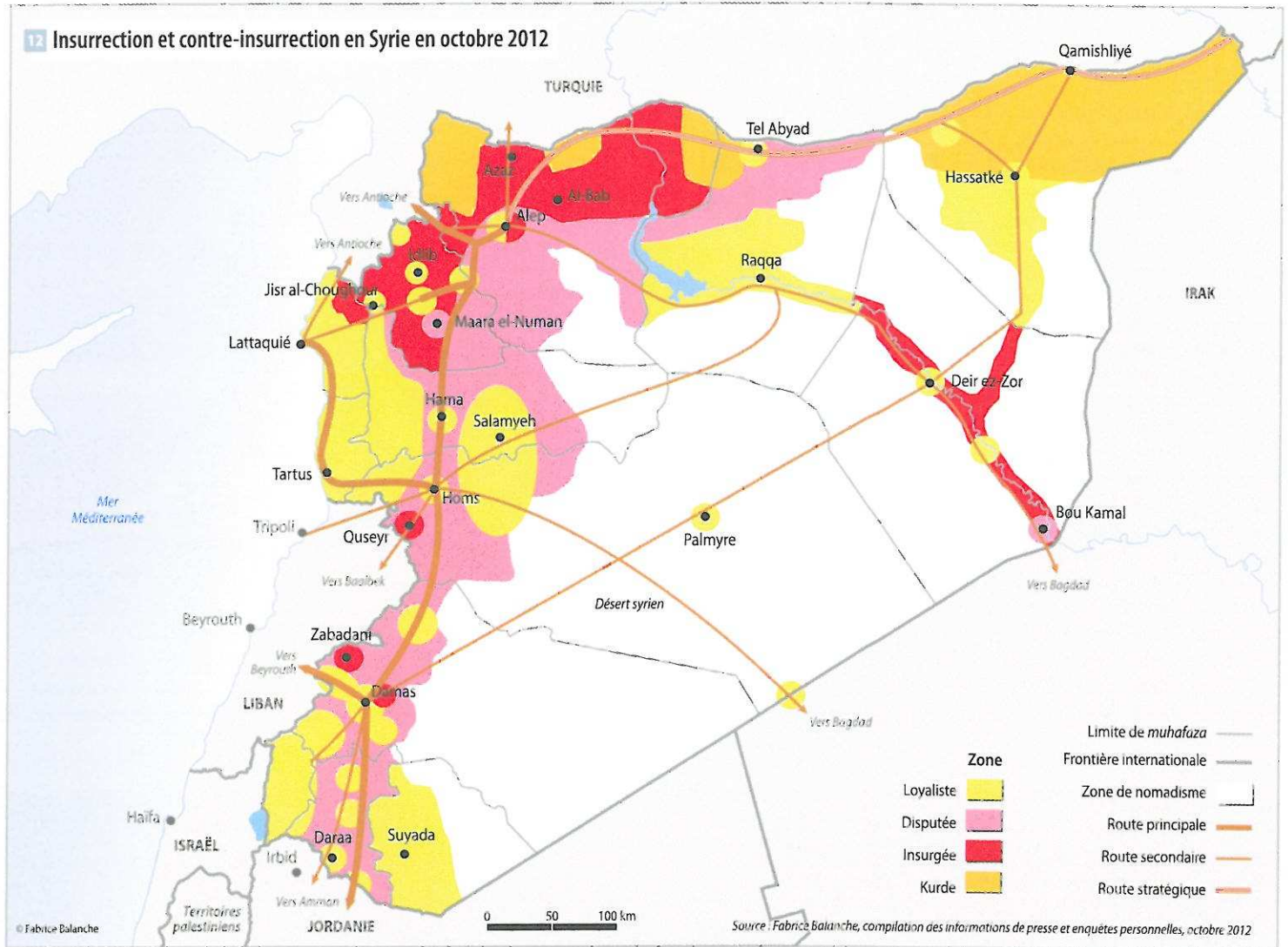
Alep ne s'est pas soulevée contre le régime. Elle a été envahie par des groupes rebelles provenant de sa région et des djihadistes. Ces derniers ont trouvé un certain soutien dans les quartiers excentrés peuplés par des populations venues de la campagne. Les rebelles ont pu occuper les zones périphériques arabes sunnites et populaires en juillet 2012, mais leur avancée fut bloquée par l'armée dans les quartiers de citadins d'origine. Ils furent également chassés du centre-ville par les milices chrétiennes. Le clivage ville-campagne est puissant à Alep, les urbains méprisant les ruraux. À cela il faut ajouter l'opposition entre Kurdes et Arabes. Le nord d'Alep (500 000 personnes) est tenu par les milices du Parti démocratique kurde (PYK), branche locale du Parti des travailleurs kurdes (PKK), qui refuse de rejoindre l'Armée syrienne libre.



Alep, avant les bombardements



12 Insurrection et contre-insurrection en Syrie en octobre 2012



et habituée à des décennies de protectionnisme, n'était pas capable de s'adapter à la concurrence internationale, ce qui provoqua de nombreuses faillites. Ces accords avaient également pour but de valoriser la situation de transit de la Syrie. Idéalement située entre la Méditerranée et le Golfe, elle espérait capter les courants commerciaux régionaux. Ses dirigeants ont cependant négligé le fait que la voie maritime est le chemin le plus sûr et le plus économique, que Dubaï est devenu le *hub* régional et que la façade levantine est désormais à l'écart des principales routes marchandes. L'obsolescence des infrastructures de transport, les procédures

administratives tatillonnes et la corruption ambiante (144^e pays sur 176 au classement 2012 de l'ONG Transparency International) limitent fortement son attraction (cf. carte 6 p. 16). Dans les années 1970, les problèmes politiques et les prétentions exagérées de Damas quant aux taxes sur le passage de l'or noir irakien avaient fini par tuer cette ressource, Saddam Hussein préférant exporter le pétrole de Mossoul *via* la Turquie. Malgré son potentiel géographique, la Syrie, et plus généralement le Levant, constitue une zone répulsive pour le transit des hydrocarbures. La situation économique, sociale et politique de la Syrie était ainsi mûre pour que la crise éclate.

INSURRECTION ET CONTRE-INSURRECTION

En pensant qu'une simple politique de répression suffirait à ramener le calme ou que les forces antirégime étaient le fruit d'un complot ourdi de l'étranger, Bachar al-Assad néglige les causes internes qui ont conduit à la révolte. Le fait est que nous sommes dans une autre problématique avec l'état de guerre. Les autorités sont confrontées à une insurrection, pour employer un terme militaire, et il réagit par une stratégie de contre-insurrection (cf. carte 12). De nombreuses parties du territoire lui échappent, car il préfère se retirer des zones rurales qui lui sont hostiles pour se concentrer sur les grandes villes.

LA STRATÉGIE DE CONTRE-INSURRECTION

L'armée s'est retirée des zones rurales hostiles, car il est inutile d'immobiliser des troupes pour quadriller l'ensemble du territoire. Il s'agit d'une technique classique de contre-insurrection qui consiste à se concentrer sur le territoire utile, en attendant que les habitants rejettent moralement les insurgés, du fait des problèmes qu'ils créent ou par lassitude des combats. La majorité de la population suit toujours celui qui lui apporte la sécurité et non celui qui défend la meilleure cause. C'est sur ce principe que Bachar al-Assad se base pour l'emporter à terme.

Fin 2012, l'armée syrienne contrôle tous les chefs-lieux de province en totalité ou en partie, comme à Alep, Homs ou Deir ez-Zor. Les rebelles tentent de prendre Damas, mais Bachar al-Assad y maintient ses troupes d'élite et peut s'appuyer sur une partie de la population qui lui est acquise par fidélité ou par peur d'une insurrection de plus en plus marquée par les islamistes. À Alep, la géographie urbaine de la ville, cernée par les quartiers informels, a des conséquences directes sur le conflit et son déroulement (cf. carte 11 p. 19). En effet, les zones les plus excentrées, où l'habitat n'est pas aux normes, ont pu être contrôlées par les rebelles, rendant difficile toute reprise de ces quartiers par l'armée régulière. Pour contrôler le centre-ville, cette dernière s'est notamment appuyée sur des milices locales.

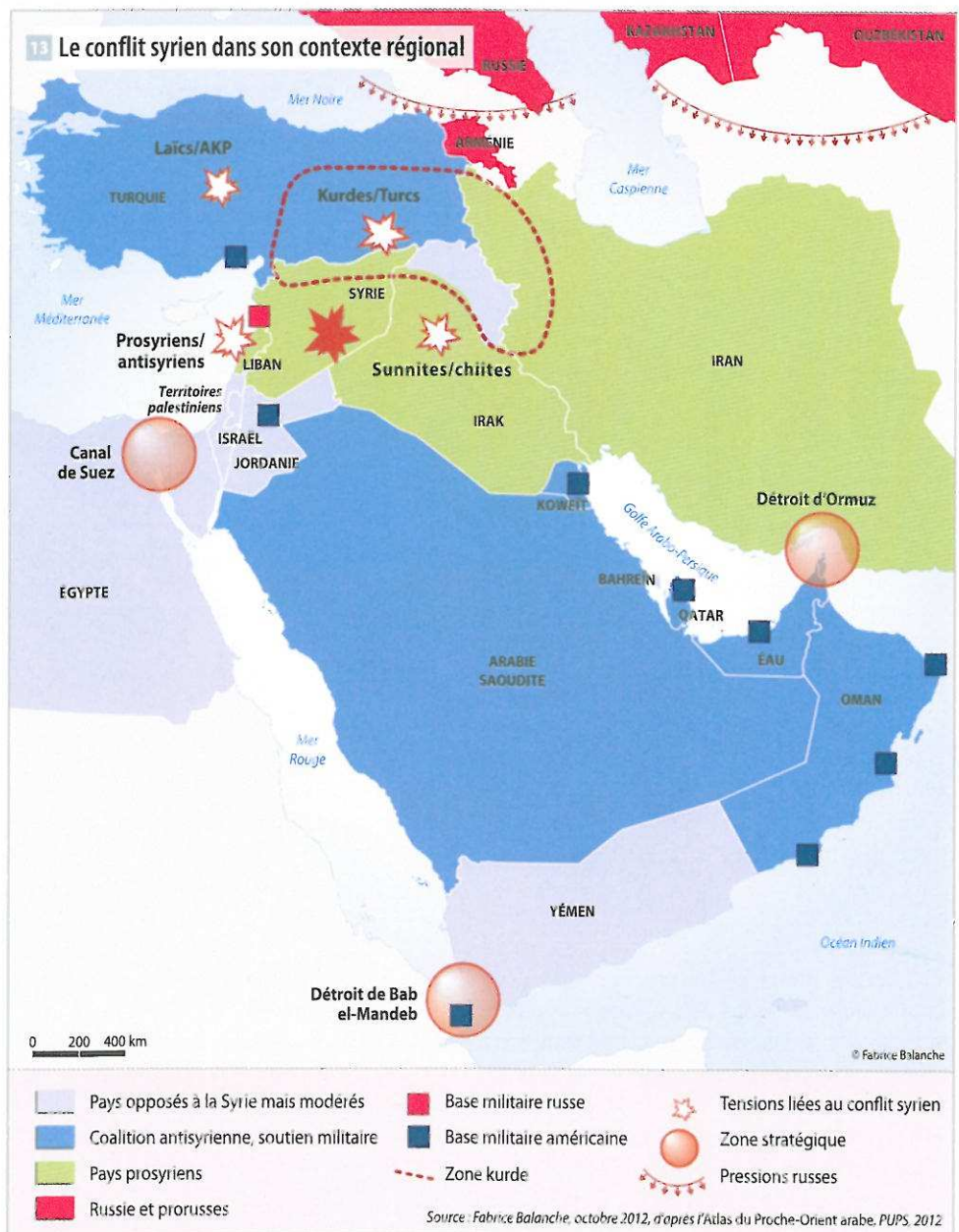
Globalement, les zones peuplées par les minorités confessionnelles sont favorables aux autorités, tandis que les territoires arabes sunnites et turkmènes, sunnites eux aussi, ont plutôt tendance à soutenir l'insurrection. Cependant, en fonction des rapports de force régionaux, de la configuration tribale et des liens de clientélisme avec le régime, de nombreux secteurs arabes sunnites continuent de le défendre : la campagne autour de Raqqa et de Hassaké par exemple. Quant aux Kurdes, ils jouent leur propre carte et s'efforcent de contrôler leurs territoires dans le Nord-Est, autour d'Ain el-Arab et Afryn, mais également dans les quartiers nord d'Alep. Ils refusent de prendre part à l'insurrection et sont même en conflit avec les rebelles à Alep et Ras el-Ain. Les Kurdes préfèrent que l'État des Al-Assad se maintienne en état de faiblesse, car il aura besoin d'eux pour contrôler la frontière turque, plutôt que de voir triompher une insurrection arabe sunnite, islamiste et proturque, qui remettra en cause leur autonomie récente. La situation militaire est extrêmement confuse : nous assistons à une fragmentation de la Syrie à mesure qu'elle s'enlise dans la guerre.

La fragile unité territoriale et l'apparente identité nationale syrienne ne résisteront pas à cette guerre civile. Nous nous acheminons vers le scénario du pire puisque les soutiens internationaux ne manquent pas aux deux camps (cf. carte 13) ; ce qui prolonge le conflit et amène la population vers un point de non-retour où la réconciliation nationale devient impossible. Le processus de construction qui a commencé au lendemain de l'indépendance n'a pas abouti, faute d'avoir pu dissoudre les identités communautaires, ou tout du moins trouver un *modus vivendi* autre que celui de la dictature. L'arrivée de Hafez al-Assad et de son clan alaouite à la tête de l'État peut

apparaître comme un accident de l'histoire syrienne, le maintien au pouvoir d'une minorité dans un contexte de réactivation des identités religieuses au Moyen-Orient étant devenu anachronique. À terme, les lignes de fractures communautaires seront les nouvelles frontières du Proche-Orient et remplaceront celles issues des accords Sykes-Picot. ● **F. BALANCHE**

NOTES

- (1) Dans un entretien sur France Culture le 24 septembre 2012, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, déclarait : « Si les choses restent en l'état, il y a un risque de partition de la Syrie, qui serait un drame, avec une partie qui serait une Syrie quasiment iranienne [...] ». Dans le contexte déjà très divisé de la région, c'est une certitude de conflits futurs.
- (2) Alain Chouet, « L'espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir », in *Maghreb-Machrek* n° 147, janvier-mars 1995, p. 93-119.



POUR EN SAVOIR PLUS...

Les documents de ce dossier sont extraits de l'Atlas du Proche-Orient arabe de Fabrice Balanche, paru chez les Presses de l'université Paris-Sorbonne (PUPS)/RFI en 2012 et qui traite aussi du Liban et de la Jordanie. Les cartes 5, 12 et 13 sont des créations originales de l'auteur.



GAO (MALI)

*Le Mouvement pour l'unicité
et le djihad en Afrique de
l'Ouest (MUJAO) contrôle par
les armes, depuis août 2012,
plusieurs villes du nord du
Mali, où la Charia a été
imposée (© AFP PHOTO/
Romaric Ollo Hien)*

